

*Initiatives ministérielles*

Ce projet de loi confère au gouvernement le pouvoir d'emprunter de l'argent pour exercer son mandat. Un principe fondamental de la démocratie parlementaire veut qu'il n'y ait aucune imposition sans représentation, et c'est exactement de quoi retourne le projet de loi portant pouvoir d'emprunt. Ce sont des mesures législatives comme celle-ci qui confèrent au gouvernement le pouvoir d'exécuter le mandat que lui a confié la population.

Je voudrais également faire remarquer que ce projet de loi témoigne de progrès considérables. L'année dernière, les besoins d'emprunt du gouvernement s'élevaient à environ 30 milliards de dollars.

Je suis heureux de noter que, cette année, ils ont baissé à 24,7 milliards. Je prévois que d'autres progrès seront réalisés au cours des quatre ou cinq prochaines années, après quoi le gouvernement n'aura pas besoin d'emprunter de l'argent. Cela témoigne effectivement des énormes progrès qu'il a accomplis.

Le budget qu'a déposé le ministre des Finances il y a trois jours commence à montrer que les Canadiens récolteront les fruits des budgets rigoureux qu'a présentés son prédécesseur au cours des sept années précédentes.

Je dois dire qu'ils n'ont pas toujours été accueillis avec un enthousiasme délirant de la part des députés de l'autre côté, sans mentionner les Canadiens d'un océan à l'autre.

Toutefois, les gens sont comme les gouvernements. Il faut gouverner dans l'intérêt du pays et non pas simplement dépenser l'argent des contribuables. Nous ne sommes pas d'accord pour donner des cadeaux aux contribuables juste pour que le gouvernement devienne populaire et se fasse réélire.

Les gens s'attendent à un gouvernement responsable. Ils s'attendent qu'il fasse ce qu'il faut. Malheureusement, comme d'autres orateurs l'ont mentionné dans ce débat, lorsque le gouvernement est arrivé au pouvoir, il a hérité non seulement une dette de 200 milliards de dollars dont les intérêts s'accumulaient chaque année, mais également un déficit de fonctionnement de 16 milliards de dollars.

Je pense qu'il est fort louable que nous ayons, pendant sept ans, pris des mesures difficiles comprenant non

seulement la réduction des dépenses, mais aussi la création de nouvelles taxes, ce que personne n'aime faire. Le résultat, c'est que nous sommes maintenant dans une position où le gouvernement a un surplus de fonctionnement de 12 milliards, soit une différence de 28 milliards avec la situation antérieure.

• (1250)

Si nous n'avions pas eu l'héritage du précédent gouvernement, si nous n'avions pas eu une dette accumulée de 200 milliards—qui avec les intérêts composés atteint maintenant plus de 400 milliards et serait encore plus élevée si nous n'étions pas dans le noir et si, de ce fait, nous ne payions pas une partie de cette dette—le pays serait dans une position extraordinaire.

Nous avons traversé une récession et elle a été dure. Elle a été dure pour tous les habitants de ce pays. Nous traversons également des changements économiques considérables dans le monde. Je pense qu'il faut admettre que la récession est là et qu'elle a eu un impact.

En toute justice, il faut aussi reconnaître que le Canada—ses habitants et son économie—a traversé cette récession beaucoup mieux que la plupart des pays industrialisés, en raison des mesures responsables prises par ce gouvernement pendant ses années de pouvoir.

C'est grâce aux budgets de l'ex-ministre des Finances et à la politique commerciale du gouvernement, décriés par nos collègues d'en face, que le Canada est si bien placé pour profiter de l'économie mondiale du XXI<sup>e</sup> siècle.

Ce n'est pas que je veuille sous-estimer les problèmes que les Canadiens connaissent aujourd'hui et ceux qu'ils ont connus par le passé. Lorsqu'il y a une récession, il y a des faillites et des pertes d'emploi. Si vous perdez votre emploi ou votre entreprise, c'est une calamité, une tragédie personnelle. Cela ne peut être ignoré par aucun député.

Dans la région atlantique du Canada, l'effet de la récession est encore plus fort car les pêches sont en difficulté et les gens sont particulièrement sensibilisés aux récentes réductions des contingents pour la morue du Nord, les stocks du secteur 2J3, dont les répercussions seront graves pour 2 500 à 3 000 personnes et pour leurs possibilités d'emploi au cours des prochains mois.